

Le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale a un sous-comité qui a étudié la question du maintien de la paix. Nous avons entre autres visité les Nations Unies. Nous avons abordé le problème avec des représentants des Nations Unies et des grandes puissances, dont la France, l'URSS et les États-Unis. Elles ont affirmé sans exception que le maintien de la paix avait de l'avenir et qu'étant donné les connaissances techniques, la formation et le passé de notre pays, on pouvait fort bien avoir besoin des Forces canadiennes pour constituer une force de maintien de la paix chargée de préserver la paix et la sécurité dans le monde.

Ces trois fonctions, ordre intérieur, défense de la souveraineté et participation au maintien de l'ordre international, sont toutes indispensables. Notre parti les approuve. Nous estimons que nos Forces armées devraient être converties de façon à assurer ces fonctions et qu'elles devraient être entraînées et armées en conséquence. Nous ne croyons pas que le Canada ait un rôle bien important à jouer dans les grandes opérations stratégiques de défense globale du continent nord-américain. Nous sommes les voisins d'une super-puissance. Que nous le voulions ou non, nous sommes sous le parapluie de ce super-pays pour ce qui est de la puissance stratégique. On ne nous demande pas et nous n'avons pas besoin d'y contribuer.

Notre parti accueille favorablement la tendance apparente vers une limitation du système de missiles antibalistiques, qui semble avoir résulté des discussions SALT entre les États-Unis et l'URSS. Nous avons à plusieurs reprises déclaré à la Chambre que la prolifération des systèmes de missiles antibalistiques marquait une autre étape dans la course folle vers l'armement nucléaire, suivie d'autres mesures qui minimiseront les changements apportés à l'installation du système de missiles antibalistiques, ce qui laissera exactement les parties au point où elles en étaient au départ. Nous accueillons chaleureusement ce qui semble être une orientation dans la voie annoncée hier par le Président des États-Unis.

J'aimerais traiter de quelques-uns de nos autres rôles, dont celui que nous devrions laisser tomber, parce que désuet, au sein du NORAD. Je l'ai déjà dit et je le répète, tout le monde sait que c'est un réseau de défense doté de bombardiers pilotés. Il nous coûte au moins 200 millions de dollars par année. Les prévisions budgétaires le prouvent. Nous n'avons rien en principe contre la collaboration avec nos amis américains, mais nous prétendons que ce mode de défense est depuis longtemps désuet. A notre époque de missiles, il est absolument inutile. Deux missiles bien placés, et les grandes bases du NORAD au Canada sont détruites.

Dès 1964, M. McNamara, alors secrétaire à la Défense des États-Unis, déclarait que le réseau du NORAD ne servait qu'à une fin utile, ce qui est encore vrai aujourd'hui d'ailleurs: celle de cible pour les missiles dont l'URSS disposait en nombre restreint à l'époque. Depuis lors, leur nombre a augmenté. Aujourd'hui, elle possède au bas mot mille missiles très puissants. Ce réseau de défense, installé à grands frais...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, je vous prie. Le député de York-Simcoe (M. Roberts) aimerait poser au député une question sur ce point.

M. Roberts: Le député se souvient-il de la déclaration de M. McNamara dans laquelle il évoquait peut-être les missiles Skybolt et non le système complet de détection et d'alerte du NORAD?

M. Brewin: Je me suis peut-être trompé. NORAD était certes doté d'un système de missiles. Il ne voulait peut-être pas parler de l'ensemble du NORAD. Je veux tout simplement essayer de signaler que même son utilité a disparu.

En 1964, le général Simonds, soldat canadien fort distingué, a signalé au comité de la défense les raisons pour lesquelles le système était désuet et devait être aboli. Une de ces raisons était que la principale défense contre toute attaque par des bombardiers armés était le fait qu'ils pouvaient être détectés peu après leur envol. Nous avions des systèmes de détection sur le continent nord-américain pour repérer les bombardiers moins de deux heures après leur envol en direction d'objectifs situés en Amérique du Nord. En moins de deux heures, une attaque massive serait lancée en représailles contre le pays agresseur. Selon le général Simonds, ce serait une folie de la part des Russes de lancer une semblable attaque avec des bombardiers armés. Ces considérations sont encore valables aujourd'hui. Prétendra-t-on, surtout au moment où notre premier ministre (M. Trudeau) traite d'échanges amicaux avec les Russes, que leurs gouvernants seraient assez fous pour déclencher la destruction du monde en lançant une attaque de bombardiers?

Une fois un système en place, il est facile de le maintenir même s'il n'a pas sa raison d'être. Les systèmes militaires ont tendance à se perpétuer par inertie. Je demande au gouvernement d'avoir le courage de négocier avec nos amis américains et de leur dire que nous sommes prêts à continuer à collaborer avec eux à propos des dispositifs de détection, mais que les systèmes antibombardiers ont perdu leur raison d'être depuis longtemps et que peu importe leurs moyens, les nôtres ne nous permettent pas de consacrer des centaines de milliers de dollars à des fins improductives et inutiles.

Mon collègue, le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) parlera de l'OTAN. Il est notoire que notre parti souhaite notre retrait de cette Alliance. Je n'aborde-rais qu'un aspect de la question. Je ne comprends pas comment l'OTAN puisse jouir d'un certain crédit dans le monde quand certains de ses membres se moquent ouvertement des principes que sa Charte proclame. Je fais allusion ici à la Grèce et au Portugal. L'OTAN se veut la protectrice des droits de l'homme; cependant, dans ces deux pays et dans les colonies de l'un d'eux, des dictatures militaires ne tiennent aucun compte de ces droits. Si l'OTAN considère comme essentielle la défense du monde présumé libre, elle devrait faire respecter ses principes fondamentaux par ses membres. Au lieu de cela, les États-Unis ont récemment réarmé les colonels qui contrôlent la Grèce.

M. Nowlan: Que dire de la Tchécoslovaquie?